



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5380
18 décembre 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-septième session
Point 64 de l'ordre du jour

OBLIGATIONS DES ETATS MEMBRES EN VERTU DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES EN
CE QUI CONCERNE LE FINANCEMENT DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES
ET DES OPERATIONS DE L'ORGANISATION AU CONGO : AVIS CONSULTATIF DE LA
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. N. A. QUAO (Ghana)

1. Au cours de plusieurs séances, tenues entre le 3 et le 12 décembre 1962^{1/}, la Cinquième Commission a examiné le point 64 de l'ordre du jour, intitulé "Obligations des Etats Membres en vertu de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne le financement de la Force d'urgence des Nations Unies et des opérations de l'Organisation au Congo : avis consultatif de la Cour internationale de Justice". Les idées exprimées par les nombreux membres de la Commission qui ont pris part au débat sont consignées dans les comptes rendus officiels (A/C.5/SR.961 à 969 et 971 à 973).
2. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie d'une note (A/5161 et Corr.1) par laquelle le Secrétaire général transmettait aux membres de l'Assemblée générale l'avis consultatif donné par la Cour internationale de Justice le 20 juillet 1962^{2/} en réponse à la question qui lui avait été soumise le 20 décembre 1961^{3/} dans les termes suivants :

-
- 1/ De la 961ème à la 969ème et de la 971ème à la 973ème séance.
 - 2/ Certaines dépenses des Nations Unies (Article 17, par. 2 de la Charte).
Avis consultatif du 20 juillet 1962 : C.I.J. Recueil 1962, p. 151.
 - 3/ Résolution 1731 (XVI) du 20 décembre 1961.

Les dépenses autorisées par les résolutions de l'Assemblée générale 1583 (XV) et 1590 (XV) du 20 décembre 1960, 1595 (XV) du 3 avril 1961, 1619 (XV) du 21 avril 1961 et 1633 (XVI) du 30 octobre 1961, relatives aux opérations des Nations Unies au Congo entreprises en exécution des résolutions du Conseil de sécurité en date des 14 juillet, 22 juillet et 9 août 1960 et des 21 février et 24 novembre 1961 ainsi que des résolutions de l'Assemblée générale 1474 (ES-IV) du 20 septembre 1960, 1599 (XV), 1600 (XV) et 1601 (XV) du 15 avril 1961, et les dépenses autorisées par les résolutions de l'Assemblée générale 1122 (XI) du 26 novembre 1956, 1089 (XI) du 21 décembre 1956, 1090 (XI) du 27 février 1957, 1151 (XII) du 22 novembre 1957, 1204 (XII) du 13 décembre 1957, 1337 (XIII) du 13 décembre 1958, 1441 (XIV) du 5 décembre 1959 et 1575 (XV) du 20 décembre 1960, relatives aux opérations de la Force d'urgence des Nations Unies entreprises en exécution des résolutions de l'Assemblée générale 997 (ES-I) du 2 novembre 1956, 998 (ES-I) et 999 (ES-I) du 4 novembre 1956, 1000 (ES-I) du 5 novembre 1956, 1001 (ES-I) du 7 novembre 1956, 1121 (XI) du 24 novembre 1956 et 1263 (XIII) du 14 novembre 1958, constituent-elles des "dépenses de l'Organisation" au sens du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies?

3. A la 961ème séance, le Secrétaire général a fait devant la Commission^{4/} une déclaration sur le point examiné.

Projet de résolution

4. A la même séance, les projets de résolution suivants ont été présentés :
- a) Projet de résolution A/C.5/L.760 présenté par le Brésil, le Cameroun, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, le Libéria, le Pakistan, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède :

L'Assemblée générale,

Tenant compte de la résolution 1731 (XVI) en date du 20 décembre 1961, dans laquelle elle reconnaissait avoir "besoin d'un avis juridique autorisé quant aux obligations des Etats Membres en vertu de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne le financement des opérations des Nations Unies au Congo et au Moyen-Orient",

^{4/} Le texte de cette déclaration a été reproduit sous la cote A/C.5/952. /...

Rappelant la question soumise à la Cour internationale de Justice dans cette résolution,

Ayant reçu l'avis consultatif de la Cour en date du 20 juillet 1962, que le Secrétaire général lui a transmis sous la cote A/5161, et qui déclare que les dépenses autorisées par les résolutions de l'Assemblée générale énumérées dans la résolution 1731 (XVI) constituent des "dépenses de l'Organisation" au sens du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte,

Accepte l'opinion de la Cour sur la question qui lui avait été soumise. Par la suite, l'Australie, le Cambodge, la Colombie, le Costa Rica, la Côte-d'Ivoire, la Fédération de Malaisie, la Nigéria, les Philippines, le Tanganyika, et Trinité et Tobago se sont joints aux auteurs du projet de résolution (A/C.5/L.760/Add.1 à 4).

b) Projet de résolution A/C.5/L.761 présenté par le Cameroun, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, le Libéria, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède :

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que les opérations de l'Organisation des Nations Unies relatives au maintien de la paix telles que ses opérations au Congo et au Moyen-Orient imposent une lourde charge financière aux Etats Membres, en particulier à ceux dont la capacité de contribution financière est limitée,

Rappelant que, par sa résolution 1620 (XV) du 21 avril 1961, l'Assemblée générale avait créé un groupe de travail composé de quinze membres pour examiner les procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies et que, conformément à une recommandation du Groupe de travail des quinze, contenu dans le document A/4971, l'Assemblée générale, dans sa résolution 1731 (XVI), a soumis la question à la Cour internationale de Justice pour qu'elle donne un avis consultatif,

Rappelant que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 20 juillet 1962 /Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, par. 2 de la Charte)/ a été accepté par l'Assemblée générale dans sa résolution (XVII) du 1962,

/...

Estimant qu'il devrait être maintenant possible, à la lumière de l'avis de la Cour, d'aboutir à un accord sur les méthodes qui permettront à l'avenir de couvrir le coût des opérations relatives au maintien de la paix,

1. Décide de reconstituer le Groupe de travail des quinze pour l'examen des procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies, avec la même composition que celle qui avait été fixée par la résolution 1620 (XV);

2. Prie le Groupe de travail des quinze d'examiner, en consultation, selon qu'il conviendra, avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et avec le Comité des contributions, les méthodes qui permettront de financer à l'avenir les opérations de l'Organisation des Nations Unies relatives au maintien de la paix comportant de lourdes dépenses;

3. Prie le Groupe de travail des quinze de se réunir le plus tôt possible en 1963 et d'essayer de terminer son rapport à l'Assemblée générale aussi rapidement que possible et pour le 1er avril 1963 au plus tard;

4. Prie le Secrétaire général de faire distribuer le rapport du Groupe de travail des quinze aux Etats Membres aussi rapidement que possible pour que l'Assemblée générale l'examine lorsqu'il y aura lieu.

Par la suite l'Australie, la Nigéria et le Pakistan se sont joints aux auteurs du projet de résolution (A/C.5/L.761/Add.1 et 2).

5. A la 963ème séance, le projet de résolution suivant (A/C.5/L.763 et Corr.1) a été présenté par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine, le Salvador, l'Uruguay et le Venezuela :

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que les opérations de l'Organisation relatives au maintien de la paix, telles que celles qui sont menées au Congo et au Moyen-Orient, imposent une lourde charge aux Etats Membres, surtout à ceux dont la capacité de paiement est limitée,

Considérant que les membres permanents du Conseil de sécurité ont une responsabilité spéciale touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et, en conséquence, le financement des opérations relatives à la paix et à la sécurité,

Reconnaissant que pour acquitter le coût des opérations de cette nature, il faut une procédure distincte de celle qui est appliquée au budget ordinaire de l'Organisation,

Tenant compte de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 20 juillet 1962, sur les questions qui lui ont été posées dans la résolution 1731 (XVI),

Convaincue qu'il faut établir promptement une procédure spéciale pour couvrir le coût des opérations relatives au maintien de la paix,

1. Décide de créer un Groupe de travail composé de vingt et un Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale et chargé de préparer, en consultant comme il conviendra le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité des contributions, un barème spécial des quotes-parts pour le financement des opérations de l'Organisation destinées à maintenir la paix;

2. Prie le Groupe de travail de préparer ledit barème en se fondant sur les critères déjà approuvés par l'Assemblée générale, dans l'ordre où ils sont énumérés ci-après :

a) Responsabilité spéciale des membres permanents du Conseil de sécurité touchant le financement des opérations de cette nature [par. 5 du dispositif de la résolution 1619 (XV); par. 6 du dispositif de la résolution 1732 (XVI)];

b) Intérêt ou responsabilité spéciaux d'un Etat Membre ou d'un groupe d'Etats Membres touchant les opérations de cette nature [par. 6 du dispositif de la résolution 1583 (XV); par. 7 du dispositif de la résolution 1619 (XV); par. 8 du dispositif de la résolution 1732 (XVI)];

c) Degré de développement économique de chaque pays et fait de recevoir ou de ne pas recevoir une assistance technique des Nations Unies [alinéa b) du par. 3 du dispositif de la résolution 1575 (XV); par. 8 du dispositif de la résolution 1619 (XV); par. 5 du dispositif de la résolution 1732 (XVI); par. 6 du dispositif de la résolution 1733 (XVI)];

3. Recommande au Groupe de travail, lorsqu'il préparera le barème spécial des quotes-parts, de prendre en considération le rapport établi par un groupe d'experts, conformément à la résolution 1516 (XV), sur les "Conséquences économiques et sociales du désarmement" (E/3593/Rev.1), ainsi que le débat que

l'Assemblée générale a consacré à cette question lors de sa dix-septième session et ses conclusions;

4. Prie le Groupe de travail d'étudier aussi les conséquences du barème spécial prévu au paragraphe 2, compte tenu des formules de financement de caractère provisoire définies dans les résolutions 1732 (XVI) et 1733 (XVI) ainsi que dans les résolutions précédentes sur la question;

5. Prie le Groupe de travail de se réunir le plus tôt possible en 1963 et de s'efforcer de terminer son rapport aussitôt que possible et, en tout cas, le 1er mars 1963 au plus tard;

6. Prie le Secrétaire général de distribuer le plus tôt possible le rapport du Groupe de travail aux Etats Membres.

6. A la 969ème séance, la Jordanie, a soumis l'amendement suivant (A/C.5/L.766) au projet de résolution publié sous la cote A/C.5/L.760 et Add.1 à 4 :

Dans le dispositif, remplacer le mot "Accepte" par les mots "Prend acte de".
A la 972ème séance, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Irak et la Syrie se sont joints aux auteurs de l'amendement précité (A/C.5/L.766/Add.1).

7. A la 971ème séance, les projets de résolution publiés sous les cotes A/C.5/L.761 et Add.1 et 2 et A/C.5/L.763 et Corr.1 ont été retirés en faveur du projet de résolution suivant (A/C.5/L.767 et Add.1), qui était présenté conjointement par l'Argentine, l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Cameroun, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Japon, le Libéria, le Mexique, le Nicaragua, la Nigéria, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Salvador, la Suède, l'Uruguay et le Venezuela :

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que les opérations de l'Organisation des Nations Unies relatives au maintien de la paix, telles que ses opérations au Congo et au Moyen-Orient, imposent une lourde charge financière aux Etats Membres, en particulier à ceux dont la capacité de contribution financière est limitée,

Reconnaissant que pour acquitter le coût des opérations de cette nature, il faut une procédure distincte de celle qui est appliquée au budget ordinaire de l'Organisation,

Tenant compte de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 20 juillet 1962, sur la question qui lui a été posée dans la résolution 1731 (XVI),

Convaincue qu'il faut arrêter le plus tôt possible des méthodes de financement différentes du budget ordinaire pour couvrir à l'avenir le coût des opérations de l'ONU relatives au maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses, telles que celles du Congo et du Moyen-Orient,

1. Décide de reconstituer le Groupe de travail des quinze, avec la même composition que celle qui avait été fixée par la résolution 1620 (XV), et de porter le nombre de ses membres à vingt et un, en y ajoutant six Etats Membres que le Président de l'Assemblée générale désignera en tenant dûment compte de la répartition géographique prévue dans la résolution 1620 (XV), ledit Groupe étant chargé d'examiner - en consultation, selon qu'il conviendra, avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et avec le Comité des contributions - des méthodes spéciales qui permettent de financer les opérations de l'ONU relatives au maintien de la paix et comportant de lourdes dépenses, comme celles du Congo et du Moyen-Orient, y compris, éventuellement, un barème spécial de quotes-parts;

2. Prie le Groupe de travail des vingt et un de tenir compte, dans son étude, des critères mentionnés dans des résolutions antérieures de l'Assemblée générale, en ce qui concerne la répartition du coût des opérations relatives au maintien de la paix, en accordant une attention particulière aux éléments suivants :

- a) Mentions d'une responsabilité financière spéciale des membres du Conseil de sécurité, telles qu'elles figurent dans les résolutions 1619 (XV) et 1732 (XVI);
- b) Facteurs spéciaux concernant une opération donnée de maintien de la paix qui pourraient amener à envisager une formule différente pour la répartition du coût de l'opération;

c) Degré de développement économique de chaque Etat Membre et fait qu'un Etat en voie de développement reçoit ou ne reçoit pas une assistance technique des Nations Unies;

d) Responsabilité financière collective des Membres de l'Organisation;

3. Prie en outre le Groupe de travail des vingt et un de tenir compte de tous critères que des Etats Membres auront pu proposer à la dix-septième session de l'Assemblée générale ou qu'ils auront soumis directement au Groupe de travail;

4. Prie le Groupe de travail des vingt et un d'étudier aussi la situation due au fait que certains Etats Membres sont en retard dans le versement de leurs contributions pour le financement des opérations de maintien de la paix et de recommander, conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte, des arrangements destinés à assurer le recouvrement des sommes en question, compte tenu de la situation économique relative desdits Etats Membres;

5. Prie le Groupe de travail des vingt et un de se réunir le plus tôt possible en 1963 et de présenter son rapport dans les moindres délais et au plus tard le 31 mars 1963;

6. Prie le Secrétaire général de distribuer le plus tôt possible aux Etats Membres le rapport du Groupe de travail des vingt et un, pour que l'Assemblée générale puisse l'examiner le moment venu.

8. A la 973ème séance, le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, se référant au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.5/L.767, a examiné les interprétations possibles du membre de phrase suivant : "en consultation, selon qu'il conviendra, avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires...", et les différentes méthodes que l'on pourrait adopter selon l'interprétation de ce texte. Il a proposé que le Comité consultatif soit tenu au courant de l'avancement des travaux du Comité des vingt et un et que, dans la mesure où les circonstances l'exigeraient, des consultations aient lieu entre les deux organismes pour arrêter la date à laquelle il serait opportun et utile de réunir le Comité consultatif afin d'examiner toute question soulevée par le Comité des vingt et un. Le représentant du Brésil a déclaré au Président du Comité consultatif que la méthode qu'il avait proposée était entièrement acceptable pour les auteurs du projet de résolution A/C.5/L.767.

Décisions de la Commission

9. A sa 973^{ème} séance, la Commission a voté sur les deux projets de résolution (A/C.5/L.760 et Add.1 à 4 et A/C.5/L.767 et Add.1) et sur l'amendement A/C.5/L.766 et Add.1 à la première proposition. Les résultats du vote ont été les suivants :

a) L'amendement (A/C.5/L.766 et Add.1) au premier projet de résolution (A/C.5/L.760 et Add.1 à 4) a été rejeté par 61 voix contre 28, avec 14 abstentions.

Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Arabie Saoudite, Belgique, Bulgarie, Cuba, Guinée, Hongrie, Indonésie, Irak, Jordanie, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mongolie, Pologne, République arabe unie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Soudan, Syrie, Tchecoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie.

Ont voté contre : Argentine, Australie, Autriche, Bolivie, Brésil, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo (Léopoldville), Costa Rica, Côte-d'Ivoire, Danemark, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, Finlande, Grèce, Guatemala, Haïti, Haute-Volta, Honduras, Inde, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Laos, Libéria, Luxembourg, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Salvador, Sénégal, Suède, Tanganyika, Thaïlande, Trinité et Tobago, Turquie, Uruguay, Venezuela.

Se sont abstenus : Afrique du Sud, Birmanie, Ceylan, Dahomey, Espagne, Ethiopie, France, Ghana, Liban, Népal, République centrafricaine, Somalie, Togo, Tunisie.

b) Lors du vote sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/L.760 et Add.1 à 4, les voix se sont réparties comme suit :

	<u>Ont voté pour</u>	<u>Ont voté contre</u>	<u>Se sont abstenus</u>
Premier alinéa du préambule	79	0	22
Deuxième alinéa du préambule	82	0	21
Troisième alinéa du préambule	80	12	11

Le paragraphe du dispositif a été adopté par 74 voix contre 15, avec 17 abstentions.

Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Birmanie, Bolivie, Brésil, Cambodge, Cameroun, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Danemark, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Haute-Volta, Honduras, Inde, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Laos, Liban, Libéria, Luxembourg, Mauritanie, Mexique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Suède, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Afrique du Sud, Albanie, Bulgarie, Cuba, France, Hongrie, Jordanie, Mongolie, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Syrie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenus : Algérie, Arabie Saoudite, Belgique, Espagne, Ethiopie, Guinée, Indonésie, Irak, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, République arabe unie, République centrafricaine, Soudan, Yémen, Yougoslavie.

L'ensemble du projet de résolution (A/C.5/L.760 et Add.1 à 4) a été adopté par 75 voix contre 17, avec 14 abstentions. Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Birmanie, Bolivie, Brésil, Cambodge, Cameroun, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Danemark, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Malaisie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Haute-Volta, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Laos, Liban, Libéria, Luxembourg, Mauritanie, Mexique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Suède, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre : Afrique du Sud, Albanie, Arabie Saoudite, Bulgarie, Cuba, France, Hongrie, Jordanie, Mongolie, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Syrie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen.

Se sont abstenus : Algérie, Belgique, Espagne, Ethiopie, Guinée, Irak, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, République arabe unie, République centrafricaine, Soudan, Yougoslavie.

c) Le vote sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.5/L.767 et Add.1 a donné les résultats suivants :

	<u>Ont voté pour</u>	<u>Ont voté contre</u>	<u>Se sont abstenus</u>
Troisième alinéa du préambule	74	14	14
Paragraphe 2 (alinéa d)) du dispositif	75	16	12
Paragraphe 4 du dispositif	72	15	14

L'ensemble du projet de résolution (A/C.5/L.767 et Add.1) a été adopté par 78 voix contre 14, avec 12 abstentions. Le vote a eu lieu par appel nominal et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche, Birmanie, Bolivie, Brésil, Cambodge, Cameroun, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Laos, Liban, Libéria, Luxembourg, Mauritanie, Mexique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Salvador, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Suède, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela.

/...

Ont voté contre : Afrique du Sud, Albanie, Bulgarie, Cuba, France, Hongrie, Madagascar, Mongolie, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenus : Algérie, Belgique, Guinée, Jordanie, Libye, Mali, Maroc, République arabe unie, Soudan, Syrie, Yémen, Yougoslavie.

Incidences financières des projets de résolutions

10. Le représentant du Secrétaire général a informé la Commission que l'adoption du projet de résolution publié sous la cote A/C.5/L.767 ne modifiait pas le montant du projet de budget pour 1963.

Recommandations de la Cinquième Commission

11. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A

L'Assemblée générale,

Tenant compte de la résolution 1731 (XVI) en date du 20 décembre 1961, dans laquelle elle reconnaissait avoir "besoin d'un avis juridique autorisé quant aux obligations des Etats Membres en vertu de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne le financement des opérations des Nations Unies au Congo et au Moyen-Orient",

Rappelant la question soumise à la Cour internationale de Justice dans cette résolution,

Ayant reçu l'avis consultatif de la Cour en date du 20 juillet 1962^{5/}, que le Secrétaire général lui a transmis^{6/} et qui déclare que les dépenses autorisées par les résolutions de l'Assemblée générale énumérées dans la résolution 1731 (XVI) constituent des "dépenses de l'Organisation" au sens du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte,

Accepte l'opinion de la Cour sur la question qui lui avait été soumise.

^{5/} Certaines dépenses des Nations Unies (Article 17, par. 2, de la Charte),
Avis consultatif du 20 juillet 1962 - Recueil de la CIJ, p. 151.

^{6/} A/5161 et Corr.1.

B

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que les opérations de l'Organisation des Nations Unies relatives au maintien de la paix, telles que ses opérations au Congo et au Moyen-Orient, imposent une lourde charge financière aux Etats Membres, en particulier à ceux dont la capacité de contribution financière est limitée,

Reconnaissant que pour acquitter le coût des opérations de cette nature, il faut une procédure distincte de celle qui est appliquée au budget ordinaire de l'Organisation,

Tenant compte de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 20 juillet 1962, sur la question qui lui a été posée dans la résolution 1731 (XVI),

Convaincue qu'il faut arrêter le plus tôt possible des méthodes de financement différentes du budget ordinaire pour couvrir à l'avenir le coût des opérations de l'ONU relatives au maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses, telles que celles du Congo et du Moyen-Orient,

1. Décide de reconstituer le Groupe de travail des quinze, avec la même composition que celle qui avait été fixée par la résolution 1620 (XV), et de porter le nombre de ses membres à vingt et un, en y ajoutant six Etats Membres que le Président de l'Assemblée générale désignera en tenant dûment compte de la répartition géographique prévue dans la résolution 1620 (XV), ledit Groupe étant chargé d'examiner - en consultation, selon qu'il conviendra, avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et avec le Comité des contributions - des méthodes spéciales qui permettent de financer les opérations de l'ONU relatives au maintien de la paix et comportant de lourdes dépenses, comme celles du Congo et du Moyen-Orient, y compris, éventuellement, un barème spécial de quotes-parts;

2. Prie le Groupe de travail des vingt et un de tenir compte, dans son étude, des critères mentionnés dans des résolutions antérieures de l'Assemblée générale, en ce qui concerne la répartition du coût des opérations relatives au maintien de la paix, en accordant une attention particulière aux éléments suivants :

- a) Mentions d'une responsabilité financière spéciale des membres du Conseil de sécurité, telles qu'elles figurent dans les résolutions 1619 (XV) et 1732 (XVI);
- b) Facteurs spéciaux concernant une opération donnée de maintien de la paix qui pourraient amener à envisager une formule différente pour la répartition du coût de l'opération;
- c) Degré de développement économique de chaque Etat Membre et fait qu'un Etat en voie de développement reçoit ou ne reçoit pas une assistance technique des Nations Unies;
- d) Responsabilité financière collective des Membres de l'Organisation;

3. Prie en outre le Groupe de travail des vingt et un de tenir compte de tous critères que des Etats Membres auront pu proposer à la dix-septième session de l'Assemblée générale ou qu'ils auront soumis directement au Groupe de travail.

4. Prie le Groupe de travail des vingt et un d'étudier aussi la situation due au fait que certains Etats Membres sont en retard dans le versement de leurs contributions pour le financement des opérations de maintien de la paix et de recommander, conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte, des arrangements destinés à assurer le recouvrement des sommes en question, compte tenu de la situation économique relative desdits Etats Membres;

5. Prie le Groupe de travail des vingt et un de se réunir le plus tôt possible en 1963 et de présenter son rapport dans les moindres délais et au plus tard le 31 mars 1963;

6. Prie le Secrétaire général de distribuer le plus tôt possible aux Etats Membres le rapport du Groupe de travail des vingt et un, pour que l'Assemblée générale puisse l'examiner le moment venu.
